

SESSION BUDGET - 16 février 2024

Intervention d'ouverture de la présidente Sophie Borderie

Mes chers collègues,
Chers internautes,
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite à tous et à toutes la bienvenue pour cette session consacrée au vote du budget primitif pour 2024.

Bienvenue également à Madame Emeline Rey. Vous occupez désormais le fauteuil de Béatrice Giraud qui a souhaité mettre un terme à ses fonctions d'élue. C'est donc, passez-moi l'expression, un baptême du feu pour vous et, vous allez le voir, les sujets ne manquent pas.

Vous découvrez comme nous tous l'exposition sur le passage du Tour de France en 1951 avec Hugo Koblet.

Je ne pouvais pas commencer cette session sans évoquer la disparition d'une figure majeure du XXe siècle : Robert Badinter. Souvent cité pour son combat contre la peine de mort et d'avoir permis selon le vœu formulé par Victor Hugo dès 1848, son abolition « *pure, simple et définitive* », il est et restera dans nos mémoires collectives comme un infatigable défenseur des droits, un grand humaniste, intransigeant dans un seul domaine : le respect de la justice et des droits de l'homme. *Aux grands hommes la patrie reconnaissante*, je crois effectivement qu'il a toute sa place au Panthéon.

Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Agen et le département ont été l'un des épicentres d'un séisme qui a, de nouveau, mis en lumière les doutes, les inquiétudes, le mal-être des agriculteurs et leur défiance vis-à-vis du monde politique à 700 kms du département, à Paris.

Il y a deux semaines, jeudi 1^{er} février dernier, les barrages ont été levés, les agriculteurs sont ensuite rentrés chez eux en Lot-et-Garonne avec la certitude sans doute d'avoir été, en partie, entendus par le gouvernement.

Nous l'avons tous vu, de nouvelles manifestations ont rythmé cette semaine. De toute évidence, la première série de mesures ne leur apparaissent pas suffisantes. L'État semble pourtant avoir été à l'écoute des agriculteurs en répondant avec vitesse, et sans doute avec précipitation, aux exigences du monde agricole.

Pour ne pas être taxée d'être, je cite, des « faux culs » dans la presse, je profite de l'occasion pour rappeler que le Conseil départemental, dans toutes ses sensibilités, a depuis toujours accompagné le monde agricole dans les limites des compétences que lui a accordé le législateur.

Ces contraintes, nous les avons de nouveau expliquées à la délégation de la Coordination Rurale et de la chambre d'agriculture que nous avons reçue ici dans l'hémicycle. Je mets les écarts verbaux tenus ce jour-là sur le compte de la nervosité et de la fatigue alors que nous venions de leur laisser la possibilité de s'exprimer devant l'exécutif départemental.

Les organisations syndicales agricoles, la chambre d'agriculture connaissent parfaitement ces contraintes.

La loi NOTRe nous a enlevé notre capacité d'intervention dans le domaine économique, et donc dans le domaine agricole.

Pour faire simple, notre boîte à outils s'est vidée d'elle-même au profit de la Région.

Nous apportons notre pierre, notre soutien, à l'agriculture du département comme la loi nous le permet. Je ne ferais pas ici de « discours de propagande générale » comme j'ai pu l'entendre ici et là, mais je veux dans un premier temps rappeler que le Conseil départemental du Lot-et-Garonne n'a pas attendu cette crise agricole nationale pour intervenir auprès de tous les exploitants agricoles du département, sans distinction de couleur de maillot syndicale.

Je tenais à rappeler ces évidences car ici en Lot-et-Garonne comme ailleurs en France, ce mouvement de colère profond touche tous les agriculteurs, toutes obédiences syndicales confondues. Il n'est pas question pour l'exécutif départemental de nier une évidence.

Il faut toutefois dépasser le simple cadre de l'expression syndicale locale pour changer de dimension à l'échelle régionale, nationale et européenne.

Les départements n'ont plus vraiment voix au chapitre, ce qui n'a pas empêché le Conseil départemental de vouloir rester présent aux côtés du monde agricole. Je rappelle par exemple que nous avons soutenu les filières victimes des deux épisodes de gel des printemps 2021 et 2022 à hauteur d'un million d'€ au total.

L'incendie est pour l'instant éteint mais les braises sont encore rouges, des réponses ont été données mais sont-elles satisfaisantes au fond ?

Car derrière la question de la forme de ce coup de colère, il reste le fond du problème et une question : comment permettre aux exploitants agricoles de vivre de leur métier ?

Le Conseil départemental a toujours été présent.

Le rapport qui vous sera présenté par Joël Hocquelet au cours de cette session budgétaire va plus loin dans les régimes d'aide à la « ferme de Lot-et-Garonne ». Il symbolise ce que nous entendons faire pour associer la lutte contre le dérèglement climatique au nécessaire maintien de l'agriculture départementale. Les deux ne sont pas inconciliables.

Loin du très vertical « Green deal » européen et de son catalogue de mesures, il faut rentrer dans un processus de passage d'une pratique à une autre, il faut concilier les mesures contre le dérèglement climatique et les mesures pour l'avenir de l'agriculture française. La Chine, les États-Unis l'ont déjà compris.

Nous n'avons pas d'autres choix que de rendre habitable notre planète pour nos enfants. La crise écologique nous oblige et nous devons prendre aussi le temps de la réflexion, pour penser le changement et mettre en œuvre les actions nécessaires.

Aussi, j'ai pris l'initiative de contacter l'essayiste David Djaiz, Agenais, Lot-et-Garonnais, qui vient de publier « *La révolution obligée. Réussir la transformation écologique sans dépendre de la Chine et des États-Unis.* ».

Il interviendra en visio après l'expression de l'ensemble des groupes et avant la présentation des rapports de la commission agriculture. Je tiens à le remercier chaleureusement de nous accorder de son temps aujourd'hui.

Au Conseil départemental, nous voulons soutenir, épauler et faciliter la vie de tous les Lot-et-Garonnais, quand je dis TOUS les lots-et-garonnais, il va sans dire que j'inclus bien entendu également le monde agricole dans son ensemble.

Le budget 2024 que nous vous proposons aujourd'hui est la traduction la plus récente et la plus fidèle de cette ambition.

Comme vous le savez, nous avons choisi d'anticiper sur le calendrier habituel pour donner une lecture plus détaillée de nos intentions dès le début de l'exercice budgétaire de l'année en cours. Le débat d'orientations budgétaires du 15 décembre dernier a donné une première idée du chemin que nous voulons tracer.

Je vous avais évoqué les difficultés rencontrées par plusieurs départements pour établir leur budget et je souhaite ici leur apporter tout mon soutien. Je sais à quel point l'exercice est difficile, les contraintes plurielles et les inconnues nombreuses.

Je laisserai Christian Dezalos, notre vice-président en charge des finances, vous présenter plus en détail les choix que nous avons fait pour cette première copie budgétaire de l'année.

Le 15 décembre dernier, lors du débat d'orientations budgétaires, nous avons déploré le retour de cet effet ciseau de sinistre mémoire. Je crois qu'il faut tenir un discours de vérité : l'effet ciseau est désormais permanent et s'installe durablement. Peut-on encore parler d'effet ciseau quand celui-ci devient structurel ?

Le contexte, vous le connaissez.

D'un côté, la hausse des dépenses de fonctionnement de 10% entre 2022 et 2023, ce qui représente près de 36 millions d'€ au total.

De l'autre côté, des recettes de fonctionnement qui diminuent. La baisse des DMTO s'élève ainsi à 14 millions d'€ d'une année sur l'autre dans les deux derniers exercices budgétaires.

Les choix réalisés par le Département les années passées, choix marqués au sceau de l'anticipation et de la responsabilité lui permet aujourd'hui pour ce budget 2024 de construire le Lot-et-Garonne de 2030.

Nous demeurons ainsi le premier investisseur public du département, avec 86 millions d'€ fléchés vers les collèges, le plan pour les gymnases, les routes, l'éducation, le soutien aux communes et le déploiement du numérique.

Pour continuer d'être le garant des solidarités territoriales et humaines nous créons une Agence technique au service du territoire et des collectivités, nous favorisons l'installation de médecins, nous mettons en œuvre un plan route et mobilité du quotidien de près de 40 millions d'euros pour la seule année 2024....

Nous continuons d'avancer, pas à pas, en exposant des choix transparents qui correspondent à notre vision du soutien à tous les Lot-et-Garonnais, à l'économie du département et nous n'oublions pas que nous devons également répondre à l'urgence de la transition écologique et énergétique.

L'alternative n'est pas entre *agir* et *ne pas agir*, le mouvement ou l'immobilisme. Elle est entre une révolution écologique *obligée* mais *maîtrisée*, gouvernée démocratiquement de bout en bout. Tels sont les mots de David Djaiz, dans son dernier ouvrage et que je fais miens.

Dans le cadre de ce budget 2024, nous avons justement trouvé judicieux de faire un point sur les actions concrètes menées par le conseil départemental contre le dérèglement climatique.

C'est un enjeu des dix ans à venir. Un autre de ces enjeux est la solidarité envers les Lot-et-Garonnais, au moment même où le Premier Ministre Gabriel Attal décide, sans aucune concertation, de mettre un terme à l'allocation spécifique de solidarité et de son transfert dans le RSA.

Le coût de cette mesure dictée par l'Etat est de deux milliards d'€ et de près de six millions d'€ pour le Lot-et-Garonne.

Le gouvernement se prépare ainsi à alourdir les dépenses des départements sans se poser la question de nos capacités à faire face à cette dépense nouvelle. Cette nouvelle exigence budgétaire peut entraîner une paralysie des investissements, alors qu'ici en Lot-et-Garonne nous cherchons justement à les poursuivre, ces investissements.

Comme les autres départements, le Lot-et-Garonne ne se démarque pas d'une défiance vis-à-vis des choix du gouvernement.

J'ai assisté à la réunion de la commission exécutive de Départements de France où Eric Woerth était présent ce mercredi 14 février jour de la Saint-Valentin. Et un mot me vient à l'esprit : le désamour de l'Etat.

Comme vous le savez, Eric Woerth est chargé d'une mission pour repenser l'organisation territoriale par le Président de la République. J'espère que l'ancien ministre a bien pris note des propos tenus par les différents présidents des départements de gauche comme de droite. Ces mots révèlent une vraie défiance à l'encontre de l'Etat et de son expression politique actuelle au sein du gouvernement Attal.

Défiance de la part du président du groupe de la droite et du centre Nicolas Lacroix, qui parle « d'absence de concertation » en amont du discours de politique générale du Premier ministre. La Haute-Marne dont il est le président est contrainte de sabrer dans ses investissements, de sabrer dans le soutien financier aux communes et EPCI.

Défiance encore de la part de Bruno Faure (du Cantal), de Christophe Ramond (du Tarn), de Jean-Jacques Lasserre des Pyrénées-Atlantiques, qui mettent en lumière que les départements n'ont plus « les moyens d'assumer. » Sophie Pantel (Lozère) évoque une « bouilloire en ébullition. » La perte de la compétence économie a été « une catastrophe. »

La cerise est posée sur le gâteau par Martine Vassal elle-même, qui parle d'une confiance « rompue. » Dix départements étaient en difficulté l'an dernier et selon la vice-présidente de Départements de France, ils seront quarante pour l'exercice budgétaire 2024.

Ici, en Lot-et-Garonne, notre ambition animée par notre approche responsable et réaliste, nous permet de poursuivre nos investissements dans l'intérêt de tous les Lot-et-Garonnais. Nous assumons les choix du budget 2023 comme nous assumons les choix du budget 2024.

Ces deux exercices budgétaires n'ont qu'un objectif, accompagner les Lot-et-garonnais au quotidien qu'ils soient petits ou grands, adolescents ou collégiens, qu'ils soient vulnérables, en voie d'insertion ou qu'ils soient en âge de se reposer.

J'ose le dire en cette année de passage du Tour de France dans le département, le Lot-et-Garonne porte le maillot jaune des initiatives pour le bien-être et l'amélioration du quotidien de tous les Lot-et-Garonnais.

Je vous remercie.